

L'impact de la loi Lagarde sur la réforme du crédit à la consommation

Emmanuel Constans, Président du Comité consultatif du secteur financier a remis le 24 septembre 2012 à Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances, et à Benoît Hamon, Ministre délégué chargé de la Consommation, le rapport réalisé par le cabinet Athling sur l'impact de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, dite loi Lagarde. Ce rapport avait été commandé par François Baroin, précédent Ministre de l'Economie et des Finances, pour évaluer les conséquences de l'application de la loi, notamment sur le recours aux réserves d'argent et l'assainissement des pratiques commerciales des prêteurs. Le rapport souligne qu'en l'espace de 18 mois, le nombre de comptes de crédit renouvelable actifs a baissé de 16,5 % et les ouvertures de comptes de crédit renouvelable ne suffisent pas à compenser les fermetures. Le nombre de transactions à crédit est en très fort recul, passant de 22 % de l'ensemble des transactions en 2007 à 9,4 % en 2010 et à 6,3 % après l'entrée en vigueur de la loi Lagarde. Le rapport note une évolution des pratiques des prêteurs mais relève des impacts financiers lourds sur leurs résultats.

Le rapport est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport-integral-athling-lcc.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 - Union bancaire

Le 12 septembre 2012, la Commission européenne a proposé la création d'un Mécanisme de surveillance unique (MSU) pour les banques de la zone euro dans lequel la BCE sera chargée de superviser toutes les banques pour assurer la stabilité financière de la zone. Les autorités nationales de surveillance continueront à jouer un rôle important dans la surveillance courante des banques ainsi que dans la mise en œuvre des décisions de la BCE. Cette dernière devra rendre compte régulièrement de ses activités de supervision devant les Etats et le Parlement européen. La Commission a également proposé que l'Autorité bancaire européenne (ABE) mette au point un « manuel de surveillance » unique pour les 27 pays membres de l'Union européenne. Les propositions de la Commission comprennent notamment : un règlement relatif à la création du MSU et un règlement qui adapte celui de l'ABE au nouveau dispositif de surveillance bancaire. La Commission invite le Conseil et le Parlement à adopter ces mesures d'ici la fin de 2012 afin que le MSU soit opérationnel dès le 1^{er} janvier 2013.

2 - BCE

Lors de sa réunion du 4 octobre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des relèvements de la fiscalité indirecte intervenus dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % en 2012, mais revenir en deçà de ce niveau au cours de 2013 (...). La croissance économique devrait rester faible dans la zone euro, sur fond de tensions persistantes sur certains marchés financiers de la zone euro et d'incertitude élevée continuant de peser sur la confiance et le climat des affaires. La décision prise sur les opérations monétaires sur titres (OMT), a contribué à alléger les tensions au cours des dernières semaines, atténuant ainsi les inquiétudes quant à la matérialisation de scénarios néfastes ». M. Draghi a par ailleurs salué la proposition de la Commission européenne visant à établir un MSU auquel sera associée la BCE. Il a précisé que « le Conseil des gouverneurs considère un tel mécanisme comme l'un des piliers fondamentaux d'une union bancaire et l'un des jalons essentiels sur la voie d'une véritable Union économique et monétaire ».

Actualité législative

1- Epargne réglementée

Les décrets n° 2012-1056 et n° 2012-1057 du 18 septembre 2012 portant relèvement du plafond du livret A et doublement du plafond du livret de développement durable au 1^{er} octobre 2012 ont été publiés au Journal Officiel du 19 septembre 2012.

2 - Projet de loi « contre la vie chère »

Après son adoption au Sénat le 26 septembre 2012, l'Assemblée nationale a adopté le 10 octobre 2012 le projet de loi « contre la vie chère » en outre-mer. L'article 6 ter A vise à aligner les tarifs des services bancaires de base pratiqués par les établissements de crédit dans les départements d'outre-mer ainsi qu'à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon sur ceux qu'ils pratiquent eux-mêmes en métropole ou les établissements auxquels ils sont liés. Pour consulter le dossier législatif :

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/regulation_economique_outre-mer.asp.

Une Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer se réunira le 25 octobre.

Projet de loi de finances 2013

Dans le PLF 2013, les crédits de la mission Outre-mer sont en hausse de 4,5 % en autorisation d'engagement (AE) à 2,2 milliards d'euros et de 5 % en crédits de paiement (CP) à 2 milliards d'euros. Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, la relance de l'investissement public, l'insertion professionnelle de la jeunesse et l'emploi.

Publications

1 - Le rapport sur la réforme de l'épargne réglementée de Pierre Duquesne a été remis au Ministre de l'Economie et des Finances. Il est disponible en téléchargement sur : <http://www.economie.gouv.fr/files/rapport-duquesne-reforme-epargne-reglementee-2012.pdf>

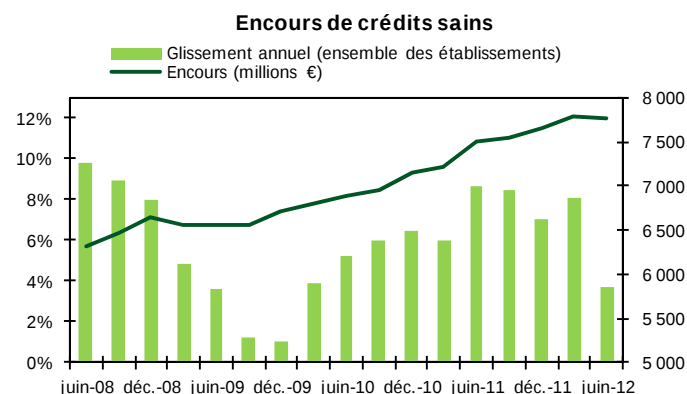
2 - La protection du consommateur : rationalité limitée et régulation, le rapport de MM. Xavier Gabaix, Augustin Landier et David Thesmar du Conseil d'Analyse Economique a été remis à Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances et Benoît Hamon, Ministre délégué chargé de la Consommation. Un projet de loi sur la consommation sera présenté au Parlement au début de 2013. Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/101.pdf>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Croissance ralentie des crédits

À fin juin 2012, l'activité de crédit augmente à un rythme ralenti, en lien avec l'essoufflement de l'économie. La progression de l'encours sain passe de + 8 % en mars à + 3,7 % à fin juin. Ce taux, le plus faible enregistré depuis fin 2009, est inférieur à la croissance annuelle moyenne observée entre 2007 et 2011 (6,8 %). Une tendance similaire est relevée en France hexagonale, les crédits au secteur non financier passant de + 4,7 % en mars 2012 à + 3 % en juin 2012.

Le ralentissement observé est principalement dû aux entreprises (+ 4,6 % sur un an, après une hausse de 9,4 % en début d'année). En revanche, l'encours des crédits aux ménages maintient un rythme de croissance de + 6,6 % sur un an, porté par le dynamisme des crédits à l'habitat (+ 8,9 %). La croissance annuelle des crédits d'investissement alloués au secteur public s'atténue également (+ 2,1 % après + 7,3 % au trimestre précédent).

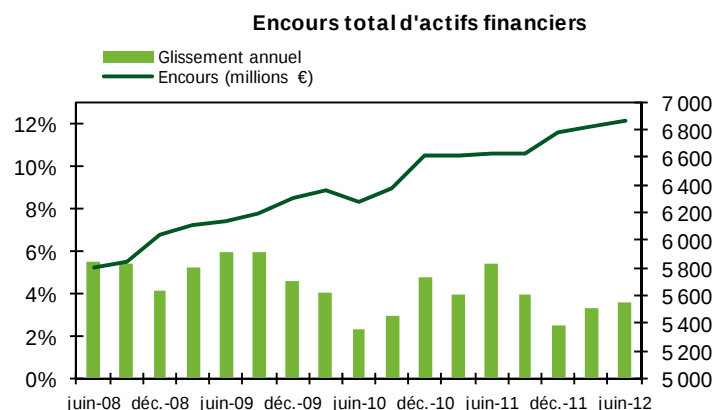


Source : Iedom

Hausse confirmée des actifs financiers

Les actifs financiers affichent une légère accélération de leur rythme de croissance à fin juin 2012. L'encours, à 6,9 milliards €, progresse de 3,6 % sur un an après + 3,3 % en mars 2012 et + 2,5 % en décembre 2011. En rythme trimestriel, il enregistre une hausse de 0,5 %.

L'évolution observée est principalement liée à la bonne performance des placements liquides ou à court terme (+ 6,2 % sur un an après + 6,1 % au trimestre précédent), expliquée notamment par une évolution dynamique des comptes d'épargne à régime spécial. Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents économiques du département (34,2 % du total des actifs financiers), continuent à croître (+ 3,9 % sur un an). L'épargne à long terme progresse en revanche modérément (+ 0,5 % sur un an).



Source : Iedom

Faible progression des prix en août

En août 2012, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe enregistre une légère hausse (+0,2 %). Ce sont surtout les postes des services (+0,6 %) et de l'énergie (+1,1 %) qui contribuent à cette évolution. En glissement annuel les prix ont progressé de +2,0 %.

Les prix de l'alimentation baissent de 0,1 % (+2,5 % sur un an) et l'indice des prix des produits manufacturés diminue de 0,5 %.

Hors énergie, l'indice des prix à la consommation ressort en hausse de 1,9 % sur un an.

Étude « Migrations, famille et vieillissement »

L'INSEE a publié en septembre une étude « Migrations, famille et vieillissement : Défis et enjeux pour la Guadeloupe ». Concernant les migrations, les résultats montrent que 35 % des guadeloupéens sont partis durablement (c'est-à-dire plus de six mois) pour trouver un emploi, pour le service militaire ou pour les études avant de revenir en Guadeloupe. Les natifs de retour sont les plus diplômés des Guadeloupéens et leur insertion économique apparaît nettement plus favorable, principalement pour ceux partis pour poursuivre des études. À diplôme égal, ceux-là bénéficient toujours d'une meilleure situation que les non-migrants.

L'étude souligne également certains traits de la vie familiale, et l'importance de la monoparentalité. Les maternités précoces sont fréquentes : parmi les jeunes guadeloupéennes âgées de 20 à 30 ans en 2010, une sur dix a été mère avant l'âge de 20 ans. Ces naissances précoces concernent prioritairement les jeunes femmes dont la scolarité est la plus défailante et l'arrivée de l'enfant coïncide souvent - à un an près - avec leur sortie du système scolaire. De plus, près de 30 % des enfants passent toute leur enfance exclusivement au sein d'une famille monoparentale.

L'étude est disponible sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr>

Parution du «Bulletin de conjoncture financière» du 2^e trimestre 2012

L'Iedom Guadeloupe vient de publier le Bulletin trimestriel de conjoncture financière du 2^e trimestre 2012. Cette publication est librement téléchargeable sur le site : <http://www.iedom.fr>.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Budget 2013 de l'Outre-mer

Le projet de loi de finances 2013 a été présenté le 28 septembre au Conseil des ministres. Les crédits de la mission Outre-mer s'inscrivent en progression de 4,5 % en autorisation d'engagement, soit 2,16 milliards d'euros et de 5 % en crédits de paiement, soit 2,01 milliards d'euros. Le budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, la relance de l'investissement public, l'insertion professionnelle de la jeunesse, et l'emploi. En outre, le projet de plafonnement des niches fiscales ne concernera pas la défiscalisation sur les investissements productifs et locatifs Outre-mer.

Loi sur la vie chère

Le projet de loi contre la vie chère a été adopté à l'unanimité par le Sénat le 26 septembre, puis par l'Assemblée nationale le 10 octobre, après engagement de la procédure accélérée. Elle doit être examinée en commission paritaire, réunissant des députés et sénateurs, avant d'être adoptée le 25 octobre prochain. Une présentation du projet de loi est disponible sur le site du ministère des Outre-mer: <http://www.outre-mer.gouv.fr>

Les Journées de l'entreprise

Les 28 et 29 septembre 2012 s'est tenue la onzième édition des Journées de l'entreprise, organisée par l'ordre des experts comptables au World Trade Center de Jarry. L'edom ainsi que de nombreux acteurs de la création d'entreprise (Région Guadeloupe, CCI-IG, CGSS, administrations, banquiers, Pôle emploi..) étaient présents aux ateliers et conférences débats organisés.

La destination Guadeloupe présente aux salons Le Grand pavois et Top Résa

Au mois de septembre, le Comité du tourisme des Iles de Guadeloupe (CTIG) a assuré la promotion du tourisme guadeloupéen par sa présence à deux grands salons. Le salon Top Resa, destiné au professionnel du tourisme et des voyages s'est tenu du 18 au 21 septembre à Paris et a accueilli 28 788 professionnels. Madame Sylvia Pinel, ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme, Monsieur Victorin Lurel, ministre de l'Outre-mer ainsi que Monsieur Daniel Gibbs, député de Saint Martin et de Saint Barthélemy, étaient présents. Le salon du Grand pavois, dédié aux passionnés de la mer et de la navigation, s'est déroulé du 19 au 24 septembre 2012 à La Rochelle avec plus de 850 exposants.

Réunion des deux fédérations hôtelières

Le 6 septembre, les responsables des deux fédérations hôtelières ainsi que des patrons des établissements emblématiques de la Guadeloupe et de la Martinique se sont réunis dans l'île. Devant les difficultés économiques et financières rencontrées, la forte concurrence du reste de la Caraïbe, et la nécessité d'investir pour rénover le parc hôtelier vieillissant, ils réclament un plan comparable à celui soutenant le secteur de la banane. L'objectif principal est de permettre la création de près de 20 000 emplois sur 10 ans.

Vers une structure unique de gestion de l'eau

Une table ronde s'est tenue le 21 septembre conviant l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau à jeter les bases d'une structure unique de gestion, conduisant à un prix unique. Cette démarche nécessite de revoir l'arrêté du 11 novembre 2011 fixant les règles de l'intercommunalité, planifier le transfert des compétences existantes vers la nouvelle structure et poursuivre les travaux d'amélioration du réseau. Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) estime ainsi à 680 millions le budget nécessaire à la reconquête de la qualité des eaux, dont 395 millions seront engagés d'ici 2015.

Réforme de la politique européenne

Le rapport sur la réforme de la Politique commune de la pêche a été adopté le 18 septembre par la Commission de développement régionale du Parlement européen. Le rapport préconise notamment la reconnaissance de l'article 349 du traité de Lisbonne, qui insiste sur la spécificité économique et sociale des régions ultra périphériques (RUP), dans le futur règlement de la politique commune de la pêche. Il propose également la création d'un Conseil consultatif des RUP pour la pêche divisé en trois sections dont une pour le bassin de la Caraïbe.

ACTUALITE REGIONALE

Budget de la collectivité de Saint-Martin

Mercredi 19 septembre, la préfecture de Saint-Martin et Saint-Barthélemy a confirmé que l'Etat débloquerait 18 millions € pour permettre à la Collectivité de Saint-Martin de rétablir ses finances. Ce concours de l'Etat prendra la forme d'une avance remboursable, sur une période de six ans.

Amendement modifiant le code du commerce

Lors de l'examen au Sénat du projet de loi sur la régulation économique en outre-mer, le sénateur de Saint-Barthélemy et vice-président de la Collectivité, Michel Magras, a obtenu le vote d'un amendement modifiant le code du commerce. Cet amendement précise qu'à titre dérogatoire, à Saint-Barthélemy, «le registre du commerce et des sociétés peut être tenu par la chambre économique multiprofessionnelle (CEM), sous la surveillance du tribunal mixte ou d'un juge commis à cet effet, qui sont compétents pour toute contestation entre l'assujetti et la CEM.» L'Assemblée nationale doit se prononcer sur le projet de loi d'ici la fin de l'année.

Congrès de géothermie pour l'Amérique latine et la Caraïbe

Une délégation de la Région Guadeloupe s'est rendue le 18 septembre pour trois jours au Costa Rica afin de participer au premier congrès de géothermie pour l'Amérique latine et la Caraïbe. Les différents acteurs - gouvernements, entreprises, institutions internationales, financeurs publics et privés, techniciens – ont échangé sur les facteurs permettant une meilleure utilisation de cette énergie.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Août 2012	128,4 126,6	0,2 % 0,7 %	2,0 % 2,1 %
Chômage (Source : DIECCTE)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)		Août 2012	59 420	0,8 %	5,4 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€)		Juillet 2012	19,9	-	-
			Cumul à fin juillet	111,8	-	-26,8 %
	Importations - (en M€)		Juillet 2012	226,3	-	-
			Cumul à fin juillet	1 512,0	-	-3,1 %
Créations d'entreprises (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées		Août 2012	309	-	-31,0 %
			Cumul à fin Août	3 368	-	-10,4 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages (Source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaire		Septembre 2012	21 100	0,4 %	-1,8 %
	Retraits de cartes bancaires		Cumul à fin septembre	3 721	-	-5,3 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés		Cumul à fin septembre	220	-	-22,5 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Septembre 2012	2 064	-	125,6 %
			Cumul à fin septembre	21 380	-	66,4 %
		- Nombre	Septembre 2012	107	-	-20,1 %
			Cumul à fin septembre	1 142	-	-1,0 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)		Août 2012	210 760	-	-1,1 %
			Cumul à fin août	1 413 639	-	1,3 %
Trafic maritime (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Août 2012	284 355	-	11,3 %
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)			85 246	-	3,0 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Septembre 2012	1 223	1,0 %	-54,4 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Septembre 2012	17 961	2,6 %	-13,3 %
			Cumul à fin septembre	181 855	-	5,5 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : Bulletin de conjoncture financière et bancaire

A l'instar de l'indicateur du climat des affaires du département qui se replie légèrement au 2^{ème} trimestre 2012, passant en dessous de sa moyenne de longue période, l'activité des établissements de crédit continue de marquer le pas. Alors que l'activité de collecte progresse par rapport au trimestre précédent (+ 0,6 % contre - 1,3 % au 1^{er} trimestre), l'activité de financement reste morose avec un encours de crédits sains en légère baisse (- 0,5 %). Cette diminution de l'encours sain s'explique essentiellement par la mauvaise orientation de l'activité des établissements hors zone (- 6,3 % sur le trimestre), mais aussi par la régularisation d'un événement ponctuel survenu sur l'encours de crédits du secteur public.

Les comportements financiers des agents économiques de Guyane font ressortir sur le 2^{ème} trimestre 2012 :

- une collecte d'épargne règlementée toujours soutenue, notamment sur les livrets A,
- une contraction de la collecte d'épargne à long terme, avec notamment une forte décollecte sur les OPCVM non monétaires
- une croissance encore solide du financement immobilier dans le département,
- une légère hausse du financement des entreprises, malgré une baisse significative de l'encours des crédits d'investissement.

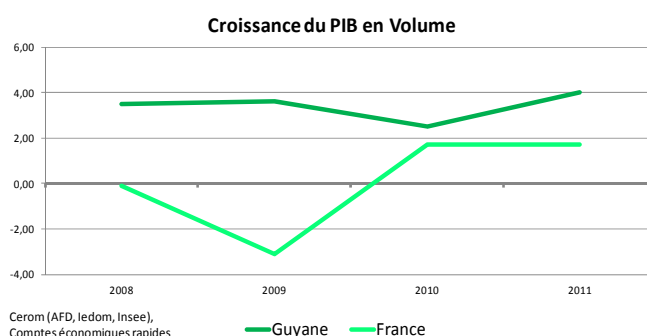
Ces éléments sont détaillés dans le dernier Bulletin trimestriel financier et bancaire de la Guyane du 2^{ème} trimestre 2012. Celui-ci, ainsi que l'ensemble des publications de l'IEDOM, est téléchargeable sur notre site internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse etudes@iedom-guyane.fr.

Estimations CEROM du PIB guyanais

A l'occasion de la publication des comptes économiques rapides de la Guyane pour l'année 2011, une conférence de presse rassemblant les trois partenaires CEROM s'est tenue le 8 octobre 2012 dans les locaux de l'INSEE à Cayenne.

En 2011, la croissance de l'économie guyanaise atteint 4 % en volume, soit 1,5 point de plus qu'en 2010. Cette progression contraste nettement avec le contexte international et national encore tendu. Ainsi, dans le même temps, le Produit intérieur brut (PIB) de la France hexagonale progresse de 1,7 %, celui de la Guadeloupe de 1,3 % et celui de la Martinique de 1 %.

Avec une population guyanaise toujours en forte croissance, le PIB par habitant progresse plus modérément de 1,4 %.

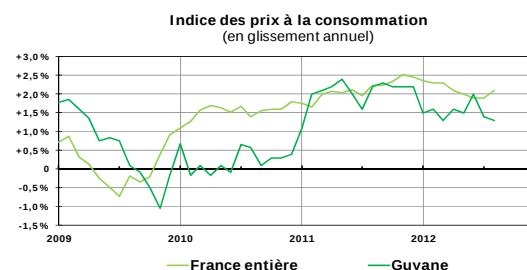


Retrouvez la publication « Comptes économiques rapides », et l'ensemble des publications CEROM sur www.cerom-outremer.fr/guyane/

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

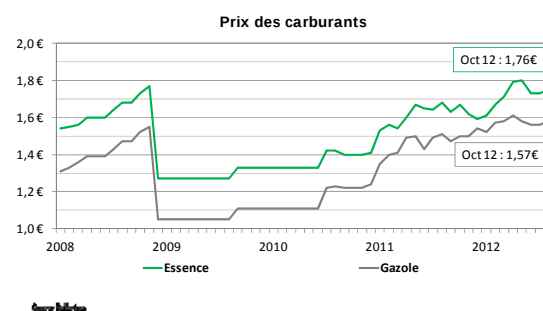
Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages est en hausse de 0,3 % en août. Selon l'analyse de l'INSEE, la hausse a été répartie sur l'ensemble des postes, à l'exception des services. Sur un an, l'indice croît de 1,3 %, tiré par la hausse des prix de l'alimentation (+3,0 % par rapport à août 2011), des services (+ 0,9 %) et de l'énergie (+ 3,1 %). Les prix des produits manufacturés diminuent légèrement (- 0,1 %). Le rythme annuel de progression des prix ralentit en Guyane, il est plus faible qu'en France (+ 2,1 %), ou qu'aux Antilles (Guadeloupe + 2,0 %, Martinique + 1,6 %).



Carburants

L'assemblée régionale a adopté fin septembre la baisse de 3 centimes qui avait été décidée auparavant par le gouvernement. Le dernier arrêté préfectoral relatif au prix des hydrocarbures fixe ainsi pour la Guyane le prix de vente au détail des carburants à 1,76 € pour l'essence (stable), 1,57 € / litre pour le gazole (- 2 cts), et 23,29 € pour la bouteille de gaz de 12,5 kg (+ 5 cts). La baisse annoncée de 6 cts (prise en charge à part égale par la Région et la SARA, sur une durée de 3 mois) reste en vigueur jusqu'au 10 décembre.



Démographie

L'INSEE, en collaboration avec l'INED, a publié les résultats de l'enquête Migration, Famille, Vieillesse. Cette enquête a été réalisée simultanément aux Antilles et à La Réunion et retrace les évolutions sociodémographiques des différents territoires. Le document concernant la Guyane a été publié dans la revue « Antianéchos n°21 ». Il est également disponible sur le site internet de l'INSEE Guyane (www.insee.fr/guyane).

Visite du ministre des Outre-mer en Guyane

En visite dans le département du 21 au 24 septembre dernier, M. Victorin Lurel, ministre des Outre-mer, a présenté aux acteurs publics et privés de la Guyane le projet de loi relatif à la régulation économique Outre-mer, lors d'une table ronde sur le thème de la « lutte contre la vie chère » (voir article sur le projet de loi en page 1).

Le ministre a ensuite rencontré des habitants du quartier de la piste Tarzan à Montjoly, récemment classé « zone de sécurité prioritaire » (ZSP) par le gouvernement. En Guyane, ces zones destinées à lutter contre la délinquance sont étendues à trois communes : sur Cayenne, elles concernent les quartiers Mont Lucas, Thémire et Mango, le secteur de la Piste Tarzan sur Rémire-Montjoly et le quartier Balata à Matoury. Pour le ministre, « il s'agit de mettre en place une action de sécurité renforcée en effectif et logistique sur des quartiers bien ciblés, caractérisés par une délinquance enracinée ».

M. Victorin Lurel s'est enfin rendu sur le site aurifère de Dorlin, où deux soldats du 9^{ème} Rima (Régiment d'infanterie de marine) sont morts à la suite d'échanges de tirs avec des orpailleurs clandestins. Il y a rencontré les gendarmes et les militaires installés sur place, ainsi qu'un opérateur de la société aurifère Auplata.

Spatial

La bonne santé de l'activité spatiale à Kourou s'est traduite vendredi 28 septembre 2012 par un chassé croisé dans l'espace, avec le 209ème lancement d'Ariane (51ème succès d'affilée), et la séparation sans encombre entre l'ATV Edoardo Amaldi et la Station Spatiale Internationale. Le véhicule automatique de transfert européen (vaisseau cargo spatial de l'espace développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station Spatiale Internationale), transportant désormais les déchets de la station spatiale, s'est dirigé vers la Terre pour terminer son service par une destruction contrôlée, après 6 mois passés dans l'espace.

Ariane 5 a pour sa part décollé à 18 h 18 (heure de Kourou). Elle s'est séparée du satellite de télécommunications ASTRA 2F. Construit par Astrium, et d'un poids de six tonnes, ASTRA 2F offrira des services de télévision directe de nouvelle génération en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique pendant une quinzaine d'années. C'était ensuite au tour du satellite indien GSAT-10 d'être placé sur orbite. D'un poids d'environ 3,4 tonnes, GSAT-10 est équipé d'une charge utile d'aide à la navigation basée sur la technologie GPS. Construit à Bangalore par l'Indian Space Research Organisation (ISRO), il fournira pendant plus de 15 ans des services de télévision directe, d'observation météo et de radionavigation pour l'ensemble du sous-continent indien.

Le 12 octobre dernier, le troisième lancement de Soyouz en Guyane fut lancé avec succès depuis le pas de tir de Sinnamary (commune proche de Kourou). Ce sont donc deux nouveaux satellites qui ont pu rejoindre leurs deux homologues déjà dans l'espace, pour former une mini-constellation de 4 satellites. Cette mini-constellation permettra de tester le système GPS (4 satellites sont un minimum pour déterminer des coordonnées dans l'espace). Six autres satellites seront lancés en 2013 et huit supplémentaires en 2014 dont quatre lancés par Ariane. A partir de 2015, la constellation Galiléo pourra commencer à fournir des premiers services à ses utilisateurs.

Grands ports

Quatre grands ports maritimes d'Outre-mer ont été créés par plusieurs décrets en date du 1er octobre 2012. A compter du 1er janvier 2013, ces quatre nouveaux grands ports maritimes remplaceront trois ports d'intérêt national actuellement gérés par les chambres de commerce et d'industrie locales de Dégrad-des-Cannes en Guyane, Fort-de-France en Martinique, Port-Réunion à la Réunion, ainsi que le port autonome de la Guadeloupe. Chaque établissement public portuaire sera ainsi administré par un conseil de surveillance et un directoire et doté d'un conseil de développement.

ACTUALITES REGIONALES

Transport aérien

En octobre a eu lieu le vol inaugural de la compagnie Surinam Airways reliant Paramaribo, Cayenne, et Belém. A bord de ce Boeing 737, se trouvait une délégation surinamaïse comprenant notamment le ministre des Transports, du Tourisme et de la Communication, et le consul général du Surinam en Guyane, M. Stephanus Dendoe. Les tarifs proposés pour un aller-retour s'élèvent à environ 450 € sur la ligne Cayenne-Belém et à 300 € sur le trajet Cayenne-Paramaribo.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	 Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Aou-2012 125,9	[0,2%]	[1,2%]	Insee
		 Prix administré du litre d'essence	Oct-2012 1,76	[0,0%]	[5,4%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	 Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Aou-2012 18 852	[2,3%]	[8,9%]	Dieccte
		 Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-2012 8 041	0,9%	16,7%	Pôle Emploi
		 Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Aou-2012 14 679	[0,9%]	-[7,0%]	
		 Prestations nettes versées (1)	Aou-2012 8,7 M€ Cumul 63,1 M€	[7,9%]	[11,9%] ns.	Caf
	CONSOMMATION	 Recettes d'octroi de mer	Sep-2012 10,0 M€ Cumul 92,4 M€	-5,8%	4,5% 4,6%	Douanes
		 Importations de biens de consommation (BC) (3)	Aou-2012 14,8 M€ Cumul 101,7 M€	0,7%	4,4% 2,2%	Douanes
		 Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Sep-2012 318 Cumul 3 034	-21,2%	-36,2% -7,4%	Somafi
		INVESTISSEMENT	 Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Aou-2012 46,2 M€ Cumul 264,9 M€	21,1%	27,3% -17,9%
 Ventes de véhicules utilitaires	Sep-2012 106 Cumul 810		-2,9%	25,8% -1,2%	Somafi	
COMMERCE EXTERIEUR	 Exportations (3)	Aou-2012 16,8 M€ Cumul 143,0 M€	-52,9%	-6,3% 32,2%	Douanes	
	 Importations (3) (4)	Aou-2012 155,5 M€ Cumul 918,3 M€	5,6%	39,5% 1,9%	Douanes	

INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Oct-2012	7 tirs (5 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)	6 tirs à Oct-2011	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Oct-2012	13 satellites, et 1 ATV*	10 satellites et 1 ATV*	
			BTP	Sep-2012 Cumul	8 046 tonnes 73 687 tonnes	-11,6% 15,7%	Ciments guyanais
	 		Exportations d'or en volume (3)	Aou-2012 Cumul	85 kilos 1 073 kilos	-40,4% 26,8%	Douanes
			Exportations d'or en valeur (3)	Aou-2012 Cumul	3,0 M€ 39,0 M€	-42,9% 43,8%	Douanes
	 		Cours de l'once d'or	Aou-2012	1 625,86 \$	[2,0%]	London Bullion Market Assoc./AFD
			Grumes sorties de forêt	Sep-2012 Cumul	7 190 m3 29 090 m3	89,7% -42,1% -20,1%	ONF
	 		Exportations de crevettes (3)	Aou-2012 Cumul	164 tonnes 2 807 tonnes	-38,1% -83,7% -58,8%	Douanes
			Exportations de poissons (3)	Aou-2012 Cumul	2 823 tonnes 9 278 tonnes	13,2% 37,6% -15,7%	Douanes
	 		Exportations de riz (2) (3)	Aou-2012 Cumul	0 tonne 0 tonne	ns. ns.	Douanes

[Données non CVS] *ATV pour Automated Transport Vehicule (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

- (1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.
(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.
(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication
BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

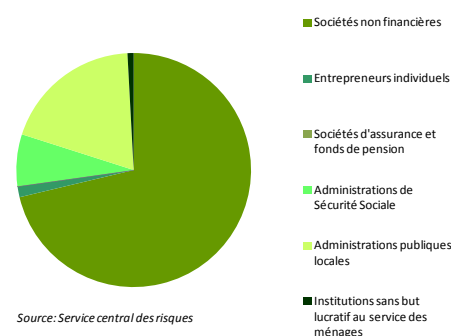
Service central des risques : progression des encours dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et de l'industrie

Au deuxième trimestre, l'encours de crédit des entreprises et des collectivités recensés par le Service central des risques de la Banque de France progresse de 1,6 % par rapport au précédent trimestre.

L'encours de crédit à moyen et long termes, qui représente près des trois quarts du total, est stable (+0,4 %) ; l'encours de crédit à court terme progresse sensiblement (+5,1 %), tiré par les comptes ordinaires débiteurs.

L'encours de crédit afférent aux activités immobilières est stable (+0,1 %) et représente un tiers des engagements globaux, alors que les crédits alloués à la construction, à l'agriculture et à l'industrie progressent respectivement de 20,2 %, 19,1 % et 15,1 %. Ces trois secteurs concentrent toutefois moins de 10 % des encours recensés. L'encours dédié à la construction est essentiellement tiré par les engagements de hors-bilan, qui représentent 41,0 % du total des risques de ce secteur (contre 28,0 % en mars 2012).

Répartition des risques par agent



Source: Service central des risques

Publication des comptes rapides de la Martinique 2011 : une croissance modeste tirée par l'investissement

L'INSEE a publié les comptes économiques de la Martinique réalisés avec l'IEDOM et l'AFD dans le cadre du partenariat CEROM. L'étude met en avant le rôle de l'investissement comme moteur de la croissance du PIB martiniquais, qui atteint 1 % en volume en 2011, dans un contexte d'essoufflement de la consommation des ménages et de recul de leur pouvoir d'achat. Elle souligne également la dégradation de la balance commerciale, liée à la fois à une baisse des exportations et à la hausse des importations en valeur, principalement en lien avec la progression du prix des hydrocarbures.

Comptes économiques rapides de la Martinique 2011 disponibles sur le site de l'INSEE Martinique : www.insee.fr/fr/regions/martinique.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Commerce extérieur : amélioration de la balance commerciale

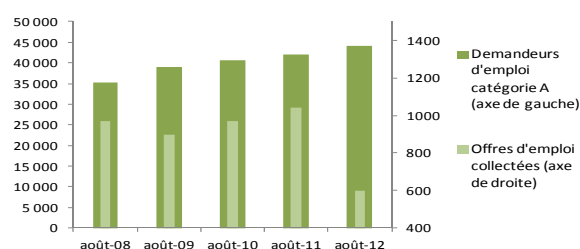
Le commerce extérieur est favorablement orienté avec une croissance de 37,7 % des exportations totales cumulées de janvier à juillet par rapport à l'année précédente, les importations ne progressant que de 3,4 % sur la même période. Cette évolution est principalement liée au commerce des produits pétroliers qui représentent 54,3 % des exportations martiniquaises. En 2011, la SARA avait vu sa capacité de raffinage réduite en raison d'arrêts techniques, entraînant une baisse des exportations au départ de la Martinique en direction des dépôts de la Guadeloupe et de la Guyane. L'année 2012 marque un retour à la situation antérieure.

Chômage : dégradation de la situation du marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 44 120 en août 2012, soit une progression de 5,1 % en glissement annuel. Cette évolution s'accompagne d'une croissance de 7,6 % du nombre d'allocataires de Pôle emploi qui atteint désormais 21 626.

Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées est en recul de 42,3 % par rapport à août 2011 et s'élève à 600.

Marché du travail



Source: DIECCTE Martinique

Tourisme : premier semestre morose

Le secteur du tourisme connaît un premier semestre globalement morose. L'hôtellerie enregistre une baisse de 5,3 % en cumul de janvier à juillet du nombre de nuitées enregistrées par rapport à l'année précédente, alors que la taille du parc hôtelier diminue de 5 hôtels. Le nombre de passagers accueillis à l'aéroport Aimé Césaire depuis le début de l'année s'élève à 1 138 489 en cumul en août, enregistrant un recul de 1,8 % par rapport à la même période de l'année précédente.

La progression du nombre de nuitées enregistrées dans l'hôtellerie en juillet (+6,3 % en glissement annuel) nourrit l'espoir des professionnels du secteur, ce qui demande toutefois à être confirmé dans les mois à venir.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

CARICOM : déclaration de Ban Ki-Moon à l'attention des Etats caribéens

Au cours d'une rencontre avec les chefs des 15 gouvernements membres de la CARICOM le 27 septembre dernier, le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a réaffirmé le soutien des Nations Unies pour aider les pays de la Caraïbe à s'attaquer aux principaux enjeux régionaux comme le changement climatique, le crime organisé et la situation des dettes publiques. Il a également appelé les pays du G8 et du G20 à respecter leurs engagements de maintien de l'aide internationale en direction des Etats caribéens ayant souffert de la crise de la dette souveraine et de l'existence de barrières commerciales. De leur côté, les membres de la CARICOM ont réitéré leur appel à plus d'engagement de la part des Nations Unies dans la région.

Cette déclaration intervient alors que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), commission régionale de l'ONU que la Martinique a récemment rejoint en tant que membre associé, vient de rendre son rapport « L'Amérique latine et les Caraïbes dans l'économie mondiale 2011-2012 » dans lequel elle souligne le risque d'une dégradation du commerce extérieur de la zone. L'étude prévoit une baisse de 0,7 % des exports et de 2,1 % des imports en 2012 liée à l'existence de liens commerciaux étroits avec les pays de l'Union européenne.

Le rapport « L'Amérique latine et les Caraïbes dans l'économie mondiale 2011-2012 » est disponible en anglais sur le site de la CEPALC : www.eclac.org.

Fonds monétaire international : mission en Dominique et rapport sur la situation du Surinam

Au cours de sa mission en Dominique, le FMI a affirmé la nécessité d'entreprendre des politiques de consolidation fiscale pour assurer la stabilité du système financier. Dans un contexte de croissance atone lié à une faible demande domestique et aux difficultés du secteur bananier, la menace qui pèse sur la position fiscale de la Dominique limite les marges de manœuvre du gouvernement et contraint les autorités à respecter leur objectif de retour à un surplus primaire de 2,4 % du PIB au cours des trois prochaines années. Ainsi, le FMI recommande une diminution des dépenses courantes, un élargissement de la base fiscale et la mise en œuvre de réformes structurelles dans le secteur privé pour accroître la compétitivité de l'économie locale tout en préservant les dépenses sociales et les investissements en infrastructure.

Concernant le Surinam, le FMI, en partenariat avec les agences de notation Standard and Poor's et Moody's, salue la politique macroéconomique du gouvernement visant à maîtriser l'inflation, renforcer la balance des paiements et consolider le système fiscal. Ces efforts se sont traduits selon le FMI par une réduction des risques inflationnistes, une augmentation du potentiel de croissance et des perspectives relatives aux fondamentaux économiques favorables.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- août 2012	128,8	+0,2 %	+1,6 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- août 2012	44 120	+2,8 %	+5,1 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- août 2012	26,1 %		1,3 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- août 2012	21 626	-1,8 %	+7,6 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2012	40 119	-	+6,2 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- juillet 2012	240,2	+0,8 %	+0,0 %
	Exportations (millions d'euros)	- juillet 2012	40,7	+2,7 %	+13,7 %
	Taux de couverture mensuel		17,0 %		+2,0 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2012	47,4	+6,2 %	+6,7 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2012	352,3		+6,1 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juillet 2012	17 501	+0,2 %	-1,9 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- juillet 2012	4 836	-	-7,4 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- août 2012	176 292	+6,4 %	-3,5 %
		- cumul annuel	1 138 489		-1,8 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juillet 2012	0	ns	ns
		- cumul annuel	61 090	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2012	17 875	-25,2 %	-17,9 %
		- cumul annuel	125 186		-7,5 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- août 2012	683	-37,0 %	-6,3 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- août 2012	103	-40,5 %	-23,1 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		7 822	-	-4,7 %

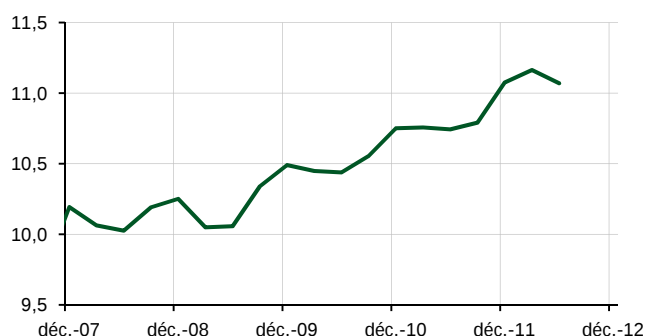
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Légère baisse des dépôts collectés et stabilité des encours de crédit

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais s'inscrivent en légère baisse au deuxième trimestre 2012 (- 0,8 % sur le trimestre), après deux trimestres de hausses successives. Cette baisse s'explique notamment par le fort recul des disponibilités des sociétés non financières. Les dépôts à vue détenus par les entreprises reculent de 8,8 %, après - 5,2 % le trimestre précédent. Leurs placements liquides baissent également (- 6,7 % après - 4,0 % au trimestre précédent), ainsi que leur épargne à long terme (- 3,7 %).

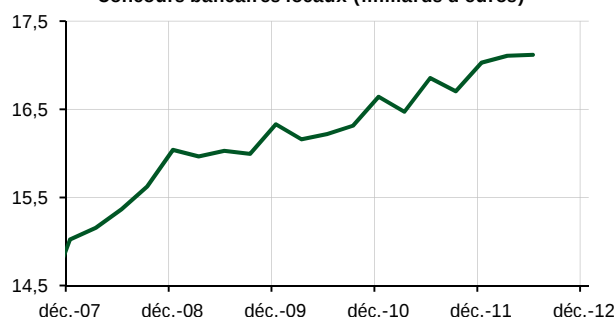
Les placements des ménages continuent pour leur part de progresser (+ 1,0 %), dans la continuité des trimestres précédents, tandis que ceux des autres agents ralentissent.

Dépôts collectés localement (milliards d'euros)



Source : Iedom

Concours bancaires locaux (milliards d'euros)



Source : Iedom

L'encours brut total des concours bancaires consentis par les établissements de crédit installés localement reste stable à fin juin 2012.

Les financements consentis aux entreprises progressent (+ 1,6 %), notamment les crédits d'exploitation. Les crédits d'investissement demeurent en revanche atones.

Les concours consentis aux ménages s'inscrivent également en légère hausse (+ 0,6 %), alors que celui des autres agents diminue, notamment l'encours des collectivités locales.

Les dirigeants des établissements de crédit consultés dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par l'IEDOM anticipent une reprise de l'activité au cours du second semestre 2012 pour les crédits consentis aux ménages (habitat et consommation). L'octroi de crédits aux entreprises resterait en revanche relativement atone.

Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire au deuxième trimestre 2011 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](http://www.iedom.fr).

Le montant de créances douteuses augmente au deuxième trimestre 2012

Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit implantés localement continuent de progresser au deuxième trimestre 2012 : + 2,6 % après + 6,3 % au premier trimestre. Elles s'établissent ainsi à 1,1 milliard d'euros et représentent une proportion de 6,3 % du total des concours bruts consentis. Cette hausse s'accompagne d'une augmentation de 3,6 % des provisions, qui représentent près des deux tiers des créances douteuses brutes.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Août 2012	129,1	- 0,6 %	+ 0,7 %
	IPC France entière		126,6	+ 0,7 %	+ 2,1 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Août 2012	24 314	- 8,4 %	+ 1,9 %
	En cumul (milliers d'euros)		190 478	-	+ 2,3 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Juillet 2012	2 672,8	-	- 1,1 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		181,6	-	+ 11,8 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Août 2012	126 860	+ 1,7 %	+ 6,0 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Août 2012</i>	195 421	- 12,0 %	- 5,1 %
	Cumul 2012	<i>cumul Août</i>	1 396 818	-	- 3,6 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	<i>Juillet 2012</i>	62 300	n.s.	+ 6,7 %
	Cumul 2012	<i>cumul Juil.</i>	454 800	-	+ 1,4 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Juillet 2012</i>	1 231	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	<i>cumul Juil.</i>	10 005	-	+ 2,2 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Juillet 2012</i>	9,3	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	<i>cumul Juil.</i>	109,6	-	- 25,6 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Août 2012</i>	17 014	- 0,7 %	- 3,8 %

Hausse du budget 2013 de la "mission Outre-mer"

Le ministre des Outre-mer a présenté le 28 septembre le budget de la "mission Outre-mer" du projet de loi de finances 2013. Il s'établit à 2,16 milliards d'euros en autorisation d'engagement, soit une progression de 4,5 % par rapport au budget 2012. Le programme "emploi Outre-mer" augmente de 7 % et atteint 1,35 milliard d'euros en autorisation d'engagement. Dans le même temps, le programme "conditions de vie Outre-mer" s'accroît légèrement de 0,6 %.

Ce budget 2013 s'articule autour de quatre priorités : le logement social, la relance de l'investissement public, l'insertion professionnelle de la jeunesse et l'emploi. Les crédits de paiement de la ligne budgétaire unique (LBU) passent de 214 millions d'euros en 2012 à 227 millions d'euros en 2013. Le ministère met en place un plan de rattrapage des investissements publics doté de 50 millions d'euros en 2013. Il lance également son plan "SMA 6 000" destiné à faire passer le dispositif du service militaire adapté à 6 000 volontaires formés en 2013, contre moins de 3 000 en 2009. Enfin, le budget 2013 prévoit d'augmenter de 8 % les exonérations de charges sociales pour favoriser l'emploi et la compétitivité des entreprises ultramarines.

Le tourisme affinitaire dope la fréquentation au premier semestre 2012

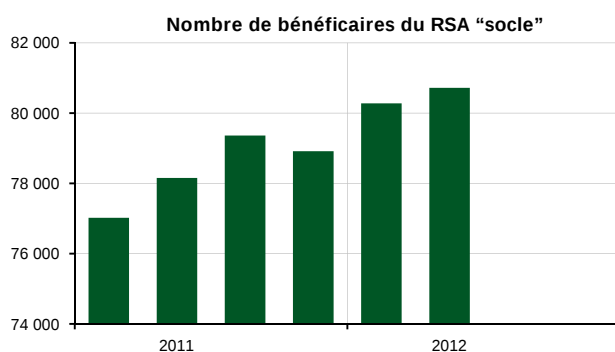
La fréquentation touristique de La Réunion progresse de 4,9 % au premier semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011. Le département a ainsi accueilli 210 800 touristes, soit sa meilleure fréquentation au cours d'un premier semestre. Cet accroissement provient de l'augmentation du nombre de touristes affinitaires et de touristes d'affaires, en hausse de respectivement 10,5 % et 7,2 %. A l'inverse, la fréquentation des touristes d'agrément est en recul de 2,3 %, faisant suite à un premier semestre 2011 en forte progression (+ 14,5 %).

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Hausse de l'emploi dans le secteur privé au deuxième trimestre 2012

L'emploi dans le secteur privé progresse de 2,0 % au deuxième trimestre 2012 par rapport au deuxième trimestre 2011, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), tandis qu'il baisse de 0,1 % au niveau national. Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 4,6 % à La Réunion sur un an contre + 2,6 % au niveau national.

Légère hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle"



Source : CAF

Le nombre de bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle"), qui remplace le RMI et l'allocation parent isolé depuis le 1^{er} janvier 2011, s'inscrit en légère hausse de 0,6 % à fin juin 2012 par rapport à fin mars 2012 (+ 3,3 % sur un an). Cette augmentation concerne principalement les hommes et les personnes de plus de 50 ans, qui progressent respectivement de 1,1 % et de 1,6 %.

La Caisse d'allocation familiale a octroyé 120,9 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité") au cours du deuxième trimestre 2012, soit une hausse de 1,4 %.

Recul du volume d'heures supplémentaires au deuxième trimestre 2012

Au cours du deuxième trimestre 2012, l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos) a enregistré 1,2 million d'heures supplémentaires à La Réunion, un chiffre en baisse de 1,8 % par rapport au deuxième trimestre 2011. Au niveau national, le volume d'heures supplémentaires diminue (- 4,3 %), poursuivant ainsi le tassement observé depuis la mi-2011, liée au ralentissement de l'activité économique.

Cette baisse pourrait s'intensifier avec la fin de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les heures supplémentaires et de la suppression de la réduction de cotisations salariales aux heures supplémentaires ; qui ont pris fin depuis respectivement le 1^{er} août 2012 et le 1^{er} septembre 2012.

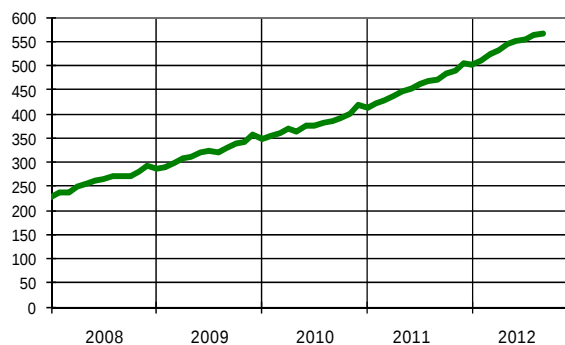
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

A fin septembre, les émissions nettes de billets progressent de 1,5 millions d'euros sur le mois (soit +0,3 % après +1,6 % le mois précédent) et s'établissent à 566,4 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre s'inscrivent quant à elles en retrait de 0,8 %, après +1,5 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 10,2 millions au 30 septembre 2012, dont 74 % sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué en sens opposé en nombre et en valeur en septembre, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île progresse de 58 centimes et atteint 55,4 € au 30 septembre.

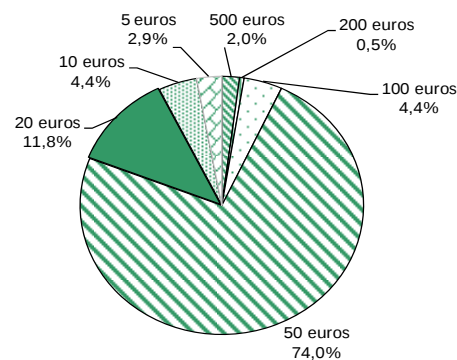
Emissions nettes cumulées de billet au 30 septembre 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 30 septembre 2012

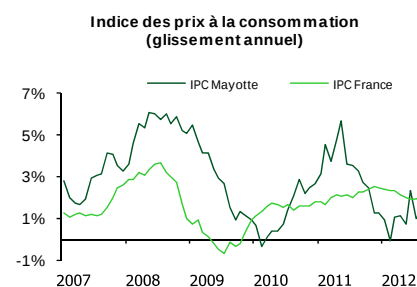


Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Prix

En août 2012, l'indice des prix à la consommation à Mayotte augmente de 0,3 % après une baisse de 0,5 % au mois de juillet. Selon l'INSEE, cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des prix des produits manufacturés (+1,1 %), portée par l'évolution sensible des prix des « Autres produits manufacturés » (peintures et bois, parpaing,...) (+9,9 %), tandis que les prix du poste « Papeterie-pressé » baissent de 1,3 %, ceux des postes « Audiovisuel, photo et informatique » de 0,9 % et ceux des postes « Habillement et chaussures » de 0,5 %. Les prix de l'énergie progressent de 0,3 % suite à la hausse des tarifs de l'électricité intervenue fin juillet. Les prix des produits alimentaires et boissons, du tabac et des services sont stables. En glissement annuel, l'indice général des prix à la consommation progresse de 1,3 %.



Source : INSEE
Base 100 : année 2006

Vie chère

Une journée de manifestation a été organisée le 27 septembre pour commémorer le premier anniversaire du mouvement contre la vie chère et rappeler que ce combat reste une préoccupation majeure des mahorais. En parallèle, le projet de loi pour la régulation économique en Outre-mer, qui a pour ambition de s'attaquer aux problèmes structurels de la vie chère, a été voté à l'unanimité au Sénat le 26 septembre. Enfin, l'observatoire des prix réunionnais a publié le montant du chariot type à La Réunion (104€) et à Mayotte (150€) mettant en évidence un écart de 44 % entre les deux îles.

Activités économiques

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) a organisé les 13 et 14 septembre les premières assises de l'industrie avec l'objectif de créer un espace d'échanges et de réflexions sur les stratégies de développement à mettre en œuvre à Mayotte. Plusieurs sujets ont été débattus parmi lesquels la production locale, les secteurs porteurs de l'île, les freins au développement et l'accompagnement des entreprises porteuses d'un projet industriel. La CCI compte renouveler chaque année ces assises.

L'appel à candidature pour la reprise de la Délégation de Service Public (DSP) du port de Longoni, clos le vendredi 14 septembre, a enregistré le dépôt de deux dossiers, le premier présenté par la CCI en partenariat avec la SNC Lavalin gestionnaire de l'aéroport, le second par la femme d'affaires Mme Ida NEL. Le futur concessionnaire aura la responsabilité de l'exploitation, l'entretien et du renouvellement de l'outillage et des structures existants. La DSP s'étendra sur une durée de 15 ans et le prestataire retenu versera une redevance annuelle au Département. Le Conseil Général dispose désormais de deux mois pour faire son choix.

Après une première tranche des travaux terminée en 2010, la deuxième phase du chantier de réhabilitation de la rue du commerce à Mamoudzou a démarré. Les travaux sont prévus pour une durée de 4 mois et un coût estimé à 2,5 millions d'euros. L'objectif est de réaménager la rue, les trottoirs, les places de stationnement et les voies piétonnes pour rendre la circulation plus fluide.

Accession au statut de Région Ultrapériphérique (RUP) de l'Union européenne

Dans le cadre de la « rupéisation » annoncée de Mayotte au 1^{er} janvier 2014, le cabinet d'études Amnyos, chargé de réaliser le diagnostic territorial de l'île préalable à la rédaction des futurs programmes européens susceptibles d'être financés, a séjourné sur l'île au mois de septembre. Le cabinet a rencontré les principaux responsables politiques, administratifs et acteurs économiques locaux lors d'entretiens, réunions et ateliers thématiques. L'objectif était de faire un état des lieux, recenser les besoins, définir les priorités et d'informer sur l'utilisation et le pilotage des fonds européens. Une enveloppe de 2 millions d'euros a été débloquée par la commission européenne pour former les futurs responsables de la gestion des fonds européens à Mayotte.

Emploi-Social

Le projet de loi relatif à la création des emplois d'avenir, adopté en première lecture à l'assemblée nationale le 12 septembre, sera applicable à Mayotte. Il propose des solutions d'emploi et de qualification à des jeunes peu ou pas qualifiés. La rémunération brute de l'emploi d'avenir sera prise en charge à 75% par l'Etat pendant une durée de trois ans.

La Caisse d'Assurance Chômage de Mayotte (CACM) et Pôle Emploi ont signé une convention entérinant la fusion des deux entités à compter du 1^{er} janvier 2013. Jusqu'alors assurées par deux entités distinctes, les missions d'assurance-chômage et d'emploi seront désormais placées sous la responsabilité de Pôle Emploi. Cette fusion intervient dans le cadre de la départementalisation de Mayotte et est la traduction de l'ordonnance du 31 mai 2012 qui modifie le code du travail applicable à Mayotte.

La fin du mois de septembre a été marquée par de nombreux mouvements sociaux. Les revendications étaient multiples mais guidées essentiellement par le souhait de l'égalité salariale vis-à-vis des collègues métropolitains et ultramarins.

Le corps des instituteurs s'est mobilisé pour une journée de revendications basées sur l'indexation des salaires. Les agents de la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte (CSSM), après des négociations jugées insatisfaisantes avec leur direction générale à Paris, ont entamé une grève illimitée depuis le 26 septembre et réclament une majoration de leurs salaires et l'application à Mayotte de la convention collective nationale. Les agents de la Poste ont aussi manifesté pendant une journée pour obtenir une égalité de traitement salarial avec l'ensemble des postiers de France.

Dans ce cadre, une mission interministérielle est annoncée à Mayotte dans le courant du mois d'octobre pour étudier le phasage de l'indexation des salaires des fonctionnaires.

Santé

L'Agence Régionale de Santé (ARS), dans sa publication du rapport STATISS 2011 (STATistiques et Indicateurs de la Santé et du Social), a intégré pour la première fois les données de Mayotte. Bien que des informations ne soient pas complètes pour quelques indicateurs, ce rapport apporte un éclairage nouveau dans le domaine de la santé à Mayotte.

Agriculture

Suite à une délibération du conseil général en date du 10 mai 2012, le préfet a publié deux arrêtés signés le 29 août réglementant le prix du fermage et définissant un modèle de bail à ferme de type départemental. Ces deux arrêtés constituent une avancée majeure dans la protection de l'activité économique des agriculteurs puisqu'ils pourront désormais contracter des baux conformes au Code rural et de la pêche maritime. Le prix de référence à l'hectare est désormais fonction des caractéristiques physiques de la parcelle. Compris entre 107€ et 199€ par an, il devra être ajusté annuellement selon l'évolution du cours des denrées constatée par les mercuriales des prix agricoles.

Tourisme

Le salon Top Résa, qui réunit les professionnels du tourisme nationaux et internationaux, s'est tenu du 18 au 21 septembre à Paris. Le comité du tourisme mahorais a participé à l'événement afin d'assurer la promotion touristique de l'île.

Le nombre de passagers à destination de Mayotte, en transit par l'aéroport Rolland Garros de La Réunion, est en baisse de 13,6%, après une diminution de 13,5% le mois précédent. Cette desserte historique et unique ligne aérienne quotidienne à Mayotte est en baisse régulière depuis plusieurs mois.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation		août-12	116,3	0,3%	1,4%
	base 100 en déc. 2006					
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		août-12	8 325	6,6%	-12,8%
Commerce extérieur	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-12	28 932	-4,9%	-5,9%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-12	151 876	23,5%	-11,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-12	610	-35,9%	42,6%
		cumulées	juin-12	3 478	21,3%	-1,4%
	Taux de couverture	mensuels	juin-12	2,11%	-1,02 pt	0,72 pt
(Source : Douanes)		cumulés	juin-12	2,29%	-0,04 pt	0,23 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aériportuaire	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	août-12	518	-1,9%	6,8%
		cumulés	août-12	2 147	-	-24,1%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	août-12	31 222	-5,7%	-9,4%
		cumulés	août-12	184 726	-	-7,8%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	août-12	52,1	19,5%	34,9%
(Source : Aviation civile)	(départs)	cumulés	août-12	262,2	-	-70,0%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	juin-12	4 494	8,6%	-63,6%
		cumulées	juin-12	3 285	-	93,4%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		août-12	38 926	1,1%	3,3%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulées	août-12	160 761	-	1,4%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	juin-12	9 101	-2,8%	7,8%
		cumulée	juin-12	28 231	-	-48,8%
Poissons d'élevage	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	juin-12	4,3	119,2%	-34,2%
		cumulés	juin-12	6,8	-	-75,8%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-12	31,2	110,5%	-20,0%
(Source : Douanes)		cumulées	juin-12	50,4	-	-71,1%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement
(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes
(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.
* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Pas de parution en octobre 2012

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75 %	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50 %	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00 %	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71 %	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38 %	JO du 03/02/11	2,25 %	2,25 %	2,75 %	2,50 %	1,50 %

* hors prime d'Etat

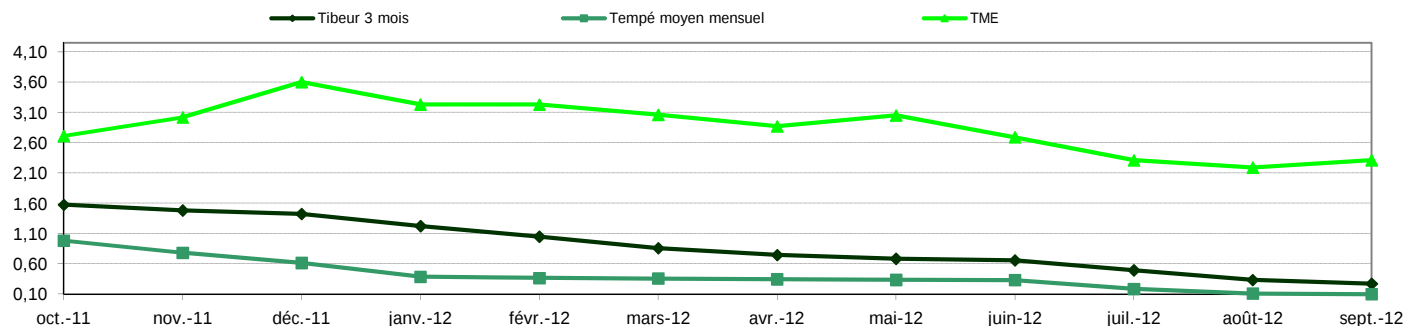
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)					TIBEUR (Septembre 2012)			
Juin	Juillet	Août	Septembre		1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3333 %	0,1864 %	0,1104 %	0,1003 %		0,1190 %	0,2470 %	0,4850 %	0,7410 %
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)					Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juin	Juillet	Août	Septembre		Juin	Juillet	Août	Septembre
2,69 %	2,31 %	2,19 %	2,31 %		2,89 %	2,51 %	2,39 %	2,51 %

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	13,11 %
Prêts à taux fixe	5,99 %	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,20 %
Prêts à taux variable	5,64 %	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts-relais	5,89 %	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09 %
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,09 %
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30 %	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01 %
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,58 %	Découverts en compte (1)	13,86 %
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	17,67 %	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81 %
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,75 %	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,84 %	Découverts en compte (1)	13,86 %

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

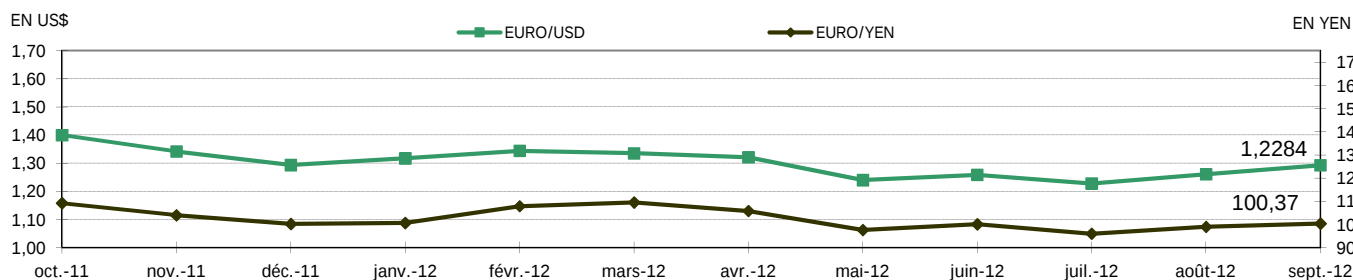
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2930	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,7125	EURO/SRD (Surinam)	4,24310
EURO/JPY (Japon)	100,3700	EURO/BWP (Botswana)	9,84160	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,30160
EURO/CAD (Canada)	1,2684	EURO/SCR (Seychelles)	16,8144	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5320
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,79810	EURO/MUR (Maurice)	39,0883	EURO/BBB (La Barbade)	2,57160
EURO/SGD (Singapour)	1,5848	EURO/BRL (Brésil)	2,6232	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,26000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0258	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,52210	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2854,4764	EURO/XCD (Dominique)	3,4717	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 19 octobre 2012 - Dépôt légal : octobre 2012 - ISSN 1284-4438